

« Il pleut de la boue »

Posté le : 4 décembre 2019 13:48 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

On connaît la phrase de Luther : « Es regnet drecks », traduit généralement par : « il pleut de la boue ». Tout ce qui tombe du ciel n'est pas toujours sanctifié ! Pour ceux qui ont connu, en Europe centrale, la double ignominie du nazisme et du communisme, l'expression était d'une banalité quotidienne. La violence et la rancune, la haine et la bêtise, la bassesse et l'envie, sont les composantes de cette boue collective.

Ventilées par le vent mauvais d'une crise économique ouverte en 1973 et qui n'en finit pas, ces réactions méphitiques emportent l'ambiance en ce début de mois de décembre 2019. Il « pleut de la boue en France », plus que jamais.

Dîner, il y a quelques jours avec un préfet en fonction. L'état de la France est présenté comme catastrophique et aux limites de l'incontrôlable. L'effondrement de la Justice et de l'école, allié à la crise économique, entraîne la République dans les abysses.

Les « territoires perdus de la République » sont déjà passés à autre chose. Devant des crimes et des délits, la justice a choisi de ne plus sévir. Par idéologie, en partie. Par manque de moyens d'incarcération. En partie. Mais surtout désormais par peur. On ne veut plus réprimer de peur de l'embrassement et les voyous sont armés. Il y a des dizaines de milliers d'armes dans ces territoires dont beaucoup de Kalachnikov. Et la peur de la police a disparu. Le juge déclare routinièrement au prévenu : « Est-ce que vous savez que vous risquez 15 ans de prison pour vos actes ? Je vous condamne à 2 ans ». Et le condamné ne fera pas de prison. En revanche la profession se défoulera sur un Balkany qui sera condamné pour crime de fraude fiscale à 5 ans ferme et pour recel de fraude fiscale à également 5 ans ferme. 10 ans pour la même faute, découpé en deux. Alors la police a des ordres. Laissez faire les rodéos. Ne cassez pas les trafics. Ne réprimez pas les Barbus. Laissez la drogue financer le djihadisme. On déverse des subventions indécentes à de fausses associations qui sont de vrais nids de délinquants. La paix sociale, la paix sociale. Envoyez le mol édredon. Alors aujourd'hui que d'autres secteurs se sont mis en branle, on panique que les fameux territoires entrent en sécession violente. Car on n'a pas les moyens de faire face.

Les « Gilets jaunes » ? Personne n'a vraiment voulu vraiment en étudier la sociologie. Ce sont tous des petits patrons, des indépendants, des salariés du secteur public, des femmes isolées qui ne vivent que de subventions, des Rmistes professionnels. On a parlé de l'essence, des amendes, de la perte de services publics. On a oublié un détail : tout ce petit monde vit à crédit et ne se prive en fait de rien. La « télé gilet jaune » est un concept un peu particulier mais couvre une réalité que tout le monde connaît : on achète à crédit les plus gros modèles de télé. Parce qu'on le vaut bien. Et à crédit. La « voiture gilet jaune » est presque toujours un SUV. Qu'on regarde les modèles à succès de Peugeot. Parce qu'on le vaut bien et à crédit. Si vous touchez au prix de l'essence, à la vitesse, aux amendes, aux impôts, dans un monde à la limite du surendettement vous créer une réaction terrible. Avec des gens qui veulent vous faire la peau.

Les privilégiés des services publics ? Tous savent que leur situation est totalement anormale et qu'ils vivent en parasites sur le dos d'un pays ruiné par la crise et les années Giscard-Mitterrand. Ce parasitisme était toléré tant que le salaire moyen dans ces secteurs était fortement inférieur aux

salaires du privé. Mais lorsque sous l'influence d'un côté, de la crise économique larvée de longues durées qui a frappé d'abord les salariés du privé, et de l'autre du socialisme mitterrandien et de l'ivresse de « l'énarchie compassionnelle », les rémunérations publiques ont commencé à dépasser puis à larguer les rémunérations privées. Alors que tous les services publics sombraient, la tolérance à l'abus a brusquement cessé. Le vieillissement a aggravé les choses. Tout le monde voit bien qu'un retraité de la RATP gagne trois à quatre fois plus qu'un retraité moyen du secteur privé, alors qu'il a cotisé beaucoup moins, avec une retraite beaucoup plus longue. L'injustice est radicale. Mais on a accepté de ne pas réprimer le détournement de pouvoir de syndicats qui utilisent les biens publics mis à leur disposition pour les retourner contre la nation. Comme on a tout cédé récemment aux Gilets Jaunes, les syndicats du secteur public veulent leur revanche et sont prêts à aller loin probablement jusqu'à l'insurrectionnel pour qu'on les prenne au sérieux. Ils savent qu'il n'y aura pas de répression.

Il ne manque au tableau que l'insurrection des banlieues.

Si cela part sur les trois fronts, notre préfet est formel. On ne sait pas faire.

Alors il faut souhaiter qu'il ne pleuve que de la boue.